

1. *Prend acte avec satisfaction* du rapport du Conseil d'administration de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme sur sa huitième session et des décisions qui y figurent;

2. *Se déclare satisfait* du travail réalisé par l'Institut dans ses recherches novatrices sur les activités économiques de la femme, notamment dans les secteurs non structurés de l'économie, ainsi que de sa conception d'une modulation souple de la formation, qui contribue à renforcer les possibilités des différents pays en matière de formation et qu'il convient de continuer à perfectionner;

3. *Prend acte* du budget-programme de l'Institut pour l'exercice biennal 1988-1989 approuvé par le Conseil d'administration à sa huitième session, qui est conforme aux objectifs des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme⁵⁹;

4. *Recommande* que l'Institut continue, conformément à son statut, à coopérer avec les organismes des Nations Unies dans l'exécution de ses programmes et qu'il envisage la possibilité d'exécuter dans des domaines relevant de sa compétence des projets de recherche et de formation financés par le Programme des Nations Unies pour le développement;

5. *Lance un nouvel appel* aux gouvernements, aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales et aux autres donateurs possibles pour qu'ils versent des contributions au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme.

*15^e séance plénière
26 mai 1988*

1988/32. Mesures à prendre pour lutter contre le racisme et la discrimination raciale et rôle de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités

Le Conseil économique et social,

Ayant à l'esprit sa résolution 1984/24 du 24 mai 1984, dans laquelle il a autorisé la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités à charger M. Asbjørn Eide, rapporteur spécial, d'établir une étude sur les résultats obtenus et les obstacles rencontrés pendant la première Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale.

Ayant examiné la résolution 1987/6 de la Sous-Commission, en date du 31 août 1987⁵⁸, et la résolution 1988/15 de la Commission des droits de l'homme, en date du 29 février 1988⁷,

1. *Autorise* le Rapporteur spécial à poursuivre la collecte des renseignements dont il a besoin pour mener l'étude à bien, tels qu'ils sont spécifiés dans son rapport intérimaire⁶⁰;

2. *Prie* le Secrétaire général de fournir toute l'assistance voulue au Rapporteur spécial dans le travail de collecte des informations nécessaires.

*16^e séance plénière
27 mai 1988*

⁵⁸ Voir E/CN.4/1988/37 et Corr.1, chap. II, sect. A.

⁵⁹ E/CN.4/Sub.2/1987/6.

1988/33. Le droit à l'alimentation

Le Conseil économique et social,

Rappelant sa décision 1983/140 du 27 mai 1983, dans laquelle il a autorisé la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités à charger M. Asbjørn Eide, rapporteur spécial, d'établir une étude sur le droit à une alimentation suffisante en tant que droit de l'homme et a recommandé que celui-ci accorde une attention particulière au contenu normatif du droit à l'alimentation et à son importance au regard de l'instauration du nouvel ordre économique international,

Notant avec satisfaction que le Rapporteur spécial a présenté à la Sous-Commission, à sa trente-neuvième session, une étude finale complète sur la question⁶⁰,

Rappelant la résolution 1987/27 de la Sous-Commission, en date du 3 septembre 1987⁵⁸, et la résolution 1988/29 de la Commission des droits de l'homme, en date du 7 mars 1988⁷,

1. *Décide* que l'étude sera publiée par l'Organisation des Nations Unies et recevra la plus large diffusion possible;

2. *Décide* de prendre des dispositions pour garantir une meilleure coordination entre les institutions spécialisées, les organes s'occupant de questions relatives à l'alimentation et les organes de protection des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies, si possible à l'aide d'arrangements de coopération interinstitutions;

3. *Appelle l'attention* du Comité des droits économiques, sociaux et culturels sur l'étude établie par le Rapporteur spécial et invite le Comité à présenter au Conseil économique et social ses observations à ce sujet en temps opportun.

*16^e séance plénière
27 mai 1988*

1988/34. Rapport du Groupe de travail sur les formes contemporaines d'esclavage⁶¹ de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités

Le Conseil économique et social,

Prenant acte de la résolution 1988/42 de la Commission des droits de l'homme, en date du 8 mars 1988⁷,

Rappelant ses résolutions 1982/20 du 4 mai 1982 et 1983/30 du 26 mai 1983 sur la lutte contre la traite des êtres humains et l'exploitation de la prostitution d'autrui,

Rappelant également les résolutions 38/107 et 40/103 de l'Assemblée générale, en date des 16 décembre 1983 et 13 décembre 1985, relatives à la prévention de la prostitution,

⁶⁰ E/CN.4/Sub.2/1987/23.

⁶¹ Dans sa résolution 1988/42, la Commission des droits de l'homme a fait sienne la recommandation de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités tendant à modifier le nom du Groupe de travail sur l'esclavage pour qu'il devienne Groupe de travail sur les formes contemporaines d'esclavage [voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 1988, Supplément n° 2* (E/1988/12 et Corr.1), chap. II, sect. A].